



**COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 7 NOVEMBRE 2024**  
**DECISION n° SDU/2024-029**

Affaire : Mme XXX, étudiante à l'Université de Picardie Jules Verne, née le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-029**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- Mme Isaure BOITEL

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- M. Maël ERMAN

**Vu** le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

**Vu** la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 3 septembre 2024 ;

**Vu** la désignation de la commission de discipline ;

**Vu** la désignation de la rapporteuse et du rapporteur adjoint ;

**Vu** la convocation de la commission de discipline ;

**Vu** le rapport d'instruction rédigé par Mme Isaure BOITEL, rapporteuse, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

**Vu** la convocation de l'intéressée adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 9 octobre 2024.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiante et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

Mme XXX s'étant présentée seule à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par Mme Isaure BOITEL ;

Après avoir entendu l'étudiante, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiante, l'étudiante ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiante s'est retirée ;

\*\*\*\*\*

## **APRES EN AVOIR DELIBERE**

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 3 septembre 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **Mme XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrite en Licence 3 Droit à l'UFR de Droit et de Science Politique, pour suspicion de fraude aux examens de Procédure pénale et d'Histoire du Droit du Travail du 19 juin 2024 par l'utilisation d'un téléphone portable et la consultation de feuilles de cours.

Considérant que le procès-verbal d'incident concernant l'épreuve de Procédure pénale qui a eu lieu le 19 juin 2024 rapporte que Mme AAA, surveillante de l'épreuve, a relevé que Mme XXX « travaillait avec son téléphone portable sur lequel figurent des documents scannés reprenant le cours de droit pénal » ;

Considérant que le procès-verbal d'incident concernant l'épreuve d'Histoire du Droit du Travail qui a eu lieu le 19 juin 2024 également, rapporte que Mme AAA, surveillante de l'épreuve a constaté la « présence de feuilles de cours » en la possession de l'étudiante ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressée ne nie pas les faits reprochés ni l'intention de fraude aux examens de Procédure pénale et d'Histoire du Droit du Travail en date du 19 juin 2024 ;

Considérant que l'étudiante explique avoir pris une telle décision en raison de troubles de mémoire et d'insomnie causés par un contexte familial difficile relatif au divorce de ses parents et l'état de santé de sa mère ;

Considérant que l'intéressée évoque également des troubles d'anxiété (pour lesquels elle bénéficie désormais d'un suivi) ainsi qu'une certaine pression de réussir à tout prix ses études afin d'aider financièrement sa famille notamment par le biais d'une future alternance ;

Considérant que l'étudiante ajoute regretter profondément d'avoir pris une telle décision qui ne lui « ressemble pas » et d'avoir de ce fait, causé un « préjudice » à l'université ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, le fait d'être en possession d'un téléphone portable pendant une épreuve est strictement prohibé, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant qu'en utilisant son téléphone portable pendant l'épreuve de Procédure pénale en date du 19 juin 2024 et des feuilles de cours pendant l'épreuve d'Histoire du Droit du Travail du même jour, l'étudiante a adopté un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

## **PAR CES MOTIFS,**

**Article 1 :** La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Madame XXX**:

**Une exclusion d'un an avec sursis de l'Université de Picardie Jules Verne**

**Article 2 :** En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

**Article 3 :** Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

**Article 4 :** La présente décision sera notifiée à l'intéressée et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

**Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024**

**La Présidente  
de la Commission de discipline**



**Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN**

**Le secrétaire de séance**



**Nicolas LEVIEUX**

*Voies et délais de recours*

*Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*



**COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 7 NOVEMBRE 2024**  
**DECISION n° SDU/2024-019**

Affaire : Mme XXX, étudiante à l'Université de Picardie Jules Verne, née le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-019**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- Mme Isaure BOITEL

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- M. Maël ERMAN

**Vu** le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

**Vu** la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 19 juin 2024 ;

**Vu** la désignation de la commission de discipline ;

**Vu** la désignation de la rapporteuse et du rapporteur adjoint ;

**Vu** la convocation de la commission de discipline ;

**Vu** le rapport d'instruction rédigé par Mme Isaure BOITEL, rapporteuse, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

**Vu** la convocation de l'intéressée adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 17 octobre 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiante et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

Mme XXX s'étant présentée seule à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par Mme Isaure BOITEL ;

Après avoir entendu l'étudiante, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiante, cette dernière ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiante s'est retirée ;

\*\*\*\*\*

## APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 19 juin 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **Mme XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrite en Licence 1 Droit, à l'UFR de Droit et Science Politique, pour suspicion de fraude durant l'examen de Droit constitutionnel du 30 avril 2024 ;

Considérant que le procès-verbal d'incident concernant l'examen de Droit constitutionnel qui a eu lieu le 30 avril 2024 rapporte que M. AAA, enseignant et surveillant de l'épreuve, a relevé que Mme XXX avait « consulté son téléphone durant l'épreuve » ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressée ne nie pas avoir consulté son téléphone portable mais nie une quelconque intention de fraude à l'examen de Droit constitutionnel en date du 30 avril 2024, expliquant s'être rendue compte plus d'une heure après le début de l'épreuve qu'elle s'était trompée de salle d'examen en raison d'un retard ;

Considérant que l'étudiante précise qu'elle dispose d'aménagements d'examen et qu'elle aurait dû être dans la salle d'examen réservée aux étudiants disposant d'un tiers-temps dans laquelle l'heure est régulièrement annoncée aux étudiants par les surveillants ;

Considérant que l'étudiante ajoute avoir utilisé son téléphone en conséquence afin de surveiller l'heure, pensant qu'il était trop tard pour changer de salle d'examen ;

Considérant que l'intéressée indique également ne pas avoir pu bénéficier d'un tiers-temps et ne pas se rappeler si elle avait dû ajouter son nom sur la liste d'émargement ou s'il y était d'ores et déjà inclus ;

Considérant que la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne dispose que les modalités de contrôle des connaissances et compétences sont « adaptées aux contraintes particulières des étudiants bénéficiant d'un régime spécifique d'étude ;

Considérant qu'il est avéré que l'étudiante a fait l'objet d'un arrêté en date du 21 novembre 2023 lui permettant de bénéficier d'un tiers-temps ;

Considérant que la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne dispose également qu'un « étudiant retardataire à une épreuve écrite est autorisé à composer, à condition toutefois que le retard n'excède pas le quart du temps prévu pour l'épreuve » ;

Considérant que l'étudiante indique s'être rendue compte de son erreur plus d'une heure après le début de l'épreuve et qu'en vertu de la disposition précitée, cette dernière n'aurait pas dû être autorisée à composer après un changement de salle d'examen, la durée de l'épreuve étant de 3 heures ;

Considérant que ladite charte prévoit également que les étudiants présents dans la salle d'examen dont le nom ne figurent pas sur la liste d'émargement sont « signalés sur le procès-verbal » et qu'il est de ce fait impossible de démontrer la véracité des faits avancés par l'étudiante ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, le fait d'être en possession d'un téléphone portable pendant une épreuve est strictement prohibé, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant qu'en conservant son téléphone portable allumé pendant l'épreuve de Droit constitutionnel en date du 30 avril 2024, l'étudiante a adopté un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

**PAR CES MOTIFS,**

**Article 1 :** La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Madame XXX :**

**Une exclusion d'un an avec sursis de l'Université de Picardie Jules Verne**

**Article 2 :** En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

**Article 3 :** Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

**Article 4 :** La présente décision sera notifiée à l'intéressée et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

**Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024**

**La Présidente  
de la Commission de discipline**



**Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN**

**Le secrétaire de séance**



**Nicolas LEVIEUX**

*Voies et délais de recours*

*Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*



**COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 7 NOVEMBRE 2024**  
**DECISION n° SDU/2024-030**

Affaire : Mme XXX, étudiante à l'Université de Picardie Jules Verne, née le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-030**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- Mme Isaure BOITEL

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- M. Maël ERMAN

**Vu** le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

**Vu** la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 3 septembre 2024 ;

**Vu** la désignation de la commission de discipline ;

**Vu** la désignation de la rapporteuse et du rapporteur adjoint ;

**Vu** la convocation de la commission de discipline ;

**Vu** le rapport d'instruction rédigé par Mme Isaure BOITEL, rapporteuse, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

**Vu** la convocation de l'intéressée adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 15 octobre 2024.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiante et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

Mme XXX s'étant présentée seule à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par Mme Isaure BOITEL ;

Après avoir entendu l'étudiante, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiante, l'étudiante ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiante s'est retirée ;

\*\*\*\*\*

## **APRES EN AVOIR DELIBERE**

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 3 septembre 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **Mme XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrite en Licence 3 Droit à l'UFR de Droit et de Science Politique, pour suspicion de fraude à l'examen de Droit Matériel de l'Union Européenne du 17 juin 2024 par la détention et l'utilisation d'un document non autorisé.

Considérant que dans le procès-verbal d'incident concernant l'épreuve de Droit Matériel de l'Union Européenne qui a eu lieu le 17 juin 2024, Mme AAA rapporte que l'étudiante avait en sa possession trois feuilles de brouillon alors que deux avaient été distribuées et précise que deux feuilles de brouillon étaient « entièrement rédigées, en petits caractères » et contenaient « absolument tout le cours », dont certains passages qui n'avaient « aucun lien avec les questions posées » à l'examen, ce qui n'aurait pas pu être rédigé en une demi-heure après le début de l'examen ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressée ne nie pas les faits reprochés ni l'intention de fraude à l'examen de Droit Matériel de l'Union en date du 17 juin 2024 ;

Considérant que l'étudiante explique avoir pris une telle décision en raison d'un stress accumulé et lié à la gestion difficile entre ses études et son emploi ;

Considérant que l'intéressée indique s'être inscrite à l'UFR de Droit et Science politique afin de satisfaire ses parents et qu'elle n'appréciait pas les études de droit car elle avait l'impression d'effectuer beaucoup de travail pour peu de résultats ;

Considérant que Mme XXX ajoute avoir désormais trouvé un emploi dans lequel elle est épanouie et ne pas vouloir reprendre ses études mais a souhaité tout de même se présenter à l'audience dans l'intention d'assumer ses erreurs et de présenter ses excuses à l'institution universitaire ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, le fait d'être en possession d'un téléphone portable pendant une épreuve est strictement prohibé, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant qu'en utilisant des documents non autorisés pendant l'épreuve de Droit Matériel de l'Union Européenne en date du 17 juin 2024, l'étudiante a adopté un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

## **PAR CES MOTIFS,**

**Article 1 :** La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Madame XXX**:

### **Une exclusion de neuf mois fermes de l'Université de Picardie Jules Verne**

**Article 2 :** En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

**Article 3 :** Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.



**Article 4 :** La présente décision sera notifiée à l'intéressée et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

**Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024**

**La Présidente  
de la Commission de discipline**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a long horizontal stroke.

**Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN**

**Le secrétaire de séance**

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'N' and 'L' followed by a horizontal line.

**Nicolas LEVIEUX**

*Voies et délais de recours*

*Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES  
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)  
1 Chemin du Thil – CS 52 501  
80025 AMIENS CEDEX 1  
Secrétariat de section disciplinaire  
[discipline@u-picardie.fr](mailto:discipline@u-picardie.fr)



**COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 7 NOVEMBRE 2024**  
**DECISION n° SDU/2024-021**

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-021**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- Mme Isaure BOITEL

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- M. Maël ERMAN

**Vu** le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

**Vu** la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 19 juin 2024 ;

**Vu** la désignation de la commission de discipline ;

**Vu** la désignation de la rapporteuse et du rapporteur adjoint ;

**Vu** la convocation de la commission de discipline ;

**Vu** le rapport d'instruction rédigé par Mme Isaure BOITEL, rapporteuse, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

**Vu** la convocation de l'intéressé adressée par courrier électronique en date du 16 octobre 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par Mme Isaure BOITEL ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, ce dernier ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

\*\*\*\*\*

## **APRES EN AVOIR DELIBERE**

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 19 juin 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 3 Droit public, à l'UFR de Droit et Science Politique, pour suspicion de fraude durant l'examen de Droit matériel de l'Union Européenne du 14 mai 2024 ;

Considérant que le procès-verbal d'incident concernant l'examen de Droit matériel de l'Union Européenne qui a eu lieu le 14 mai 2024 rapporte que Mme AAA, enseignante et surveillante de l'épreuve, a relevé que M. XXX était en la possession durant l'épreuve, « d'un traité accompagné d'une partie du cours, le tout sur feuilles volantes » ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressé ne nie pas les faits reprochés ni l'intention de fraude à l'examen de Droit matériel de l'Union Européenne en date du 14 mai 2024 ;

Considérant que l'intéressé précise avoir pris une telle décision en raison de troubles de concentration et de mémoire causés par des anomalies ophtalmologiques, ainsi qu'en raison de difficultés d'ordre financier et familial ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, le fait d'être en possession d'un téléphone portable pendant une épreuve est strictement prohibé, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant qu'en dissimulant délibérément des feuilles contenant une partie de cours dans le document autorisé durant l'examen de Droit matériel de l'Union Européenne en date du 14 mai 2024, l'étudiant a adopté un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

## **PAR CES MOTIFS,**

**Article 1 :** La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX** :

### **Une exclusion d'un an ferme de l'Université de Picardie Jules Verne**

**Article 2 :** En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

**Article 3 :** Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

**Article 4 :** La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

**Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024**

**La Présidente  
de la Commission de discipline**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a horizontal line.

**Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN**

**Le secrétaire de séance**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'N' followed by a horizontal line.

**Nicolas LEVIEUX**

*Voies et délais de recours*

*Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*



**COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 7 NOVEMBRE 2024**  
**DECISION n° SDU/2024-020**

Affaire : Mme XXX, étudiante à l'Université de Picardie Jules Verne, née le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-020**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- Mme Isaure BOITEL

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- M. Maël ERMAN

**Vu** le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

**Vu** la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 19 juin 2024 ;

**Vu** la désignation de la commission de discipline ;

**Vu** la désignation de la rapporteuse et du rapporteur adjoint ;

**Vu** la convocation de la commission de discipline ;

**Vu** le rapport d'instruction rédigé par Mme Isaure BOITEL, rapporteuse, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

**Vu** la convocation de l'intéressée adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 14 octobre 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiante et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

Mme XXX s'étant présentée à l'audience accompagnée de Mme AAA, usagère de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par Mme Isaure BOITEL ;

Après avoir entendu l'étudiante, son conseil, ainsi que les échanges entre la commission de discipline, l'étudiante et son conseil, l'étudiante ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiante et Mme AAA se sont retirées ;

\*\*\*\*\*

## **APRES EN AVOIR DELIBERE**

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 19 juin 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **Mme XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrite en Licence 3 Droit, à l'UFR de Droit et Science Politique, pour suspicion de fraude durant l'examen de Droit matériel de l'Union Européenne du 14 mai 2024 ;

Considérant que le procès-verbal d'incident concernant l'examen de Droit matériel de l'Union Européenne qui a eu lieu le 14 mai 2024 rapporte que Mme BBB, enseignante et surveillante de l'épreuve, a relevé que Mme XXX était en la possession durant l'épreuve, « d'un traité photocopié sur feuilles volantes contenant une partie du cours à la place des articles du traité » ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressée ne nie pas les faits reprochés ni l'intention de fraude à l'examen de Droit matériel de l'Union Européenne en date du 14 mai 2024, expliquant avoir entendu des « bruits de couloirs » relatifs à l'ajout du cours dans le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne, seul document autorisé durant l'épreuve ;

Considérant que l'étudiante précise avoir simplement ajouté deux phrases, l'une intégrée dans un article et l'autre dans un autre article du traité, ce qui n'est pas conforme à la réalité, le traité saisi auprès de l'étudiante contenant davantage d'éléments de cours ;

Considérant que l'intéressée ajoute avoir pris une telle décision en raison de troubles de concentration et de mémoire causés par la prise d'un traitement médical lui permettant de faire face à des difficultés d'ordre psychique et familial ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, le fait d'être en possession d'un téléphone portable pendant une épreuve est strictement prohibé, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant qu'en dissimulant délibérément des parties de cours dans le document autorisé durant l'examen de Droit matériel de l'Union Européenne en date du 14 mai 2024, l'étudiante a adopté avec préméditation, un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

## **PAR CES MOTIFS,**

**Article 1 :** La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Madame XXX** :

### **Une exclusion d'un an ferme de l'Université de Picardie Jules Verne**

**Article 2 :** En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

**Article 3 :** Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

**Article 4 :** La présente décision sera notifiée à l'intéressée et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

**Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024**

**La Présidente  
de la Commission de discipline**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a long horizontal stroke.

**Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN**

**Le secrétaire de séance**

A handwritten signature in black ink, featuring a large 'L' and 'E' followed by a horizontal line.

**Nicolas LEVIEUX**

*Voies et délais de recours*

*Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*